

Régions	Villes	Asso	Bâtiment utilisé	Nombre de places sas	Place d'hébergement d'urgence dans la région	Particularité	Problèmes connus sur les orientations (sortie de sas)
Bourgogne-Franche-Comté	Seloncourt	ADDSEA, l'Association départementale de Sauvegarde de l'Enfant et de l'Adolescent	Au départ projet au sein de l'ancienne résidence universitaire de la place de l'Europe (bâtiment du CROUS) à Besançon. Mais bâtiment réquisitionné par la mairie pour des mineurs isolés entre temps. Finalement réouverture d'un bâtiment à Seloncourt, dans l'ancienne MAS (Maisons d'accueil spécialisé) ADAPEI et la gestion a été confiée à l'Association départementale de Sauvegarde de l'Enfant et de l'Adolescent (ADDSEA)	Une cinquantaine	Saturée / existence de campements		

Grand est	Geispolsheim (Strasbourg)	COALLIA	Un hôtel	Une cinquantaine	<p>Manque d'hébergement d'urgence / existence de campements</p> <p>En décembre 2022, le campement de la place de l'Étoile, au centre de Strasbourg, a été évacué. Environ 200 personnes, dont des enfants, y vivaient depuis plusieurs mois. La maire de Strasbourg Jeanne Barseghian, avait indiqué que la ville allait tenter une action en responsabilité contre l'État « qui enfreint la loi et bafoue les droits humains », car il a l'obligation de mettre à l'abri les personnes à la rue »</p>	<p>Un militant strasbourgeois, décrit le sas comme « Un hôtel miteux très difficile d'accès. Il y a un bus qui passe une fois par heure, et pas tout le temps, qui vous dépose à l'entrée d'un chemin lugubre. Il faut marcher 15 minutes le long de l'autoroute. ». Une salariée de la Cimade locale regrette que ce lieu soit très difficile d'accès entre plusieurs bretelles d'autoroutes. Un journaliste s'est vu également refusé l'accès.</p>	<p>Fonctionnement opaque, il est difficile d'avoir des informations. Les personnes restent quelques semaines. Après plusieurs orientations en DPAR, les personnes se sont retrouvées livrées à elles-mêmes (et retour à la rue) car ne voulait pas repartir dans leur pays.</p>
-----------	---------------------------	---------	----------	------------------	--	--	---

PACA	Marseille (à la Capelette (10e)	ADOMA	Ancienne résidence pour élèves infirmiers	50 places dont 7 permettraient d'héberger des familles	115 saturé / Parc d'hébergement local saturé De nombreux squats ont été expulsés sans solution pour les habitant·es.		<p>Dans un article publié dans La croix le 19/09/2023, Le directeur régional « Hébergement » au sein d'Adoma confirmait pourtant deux mois plus tard : « à Marseille, globalement, à l'issue des trois semaines, on parvient à trouver une solution pour tout le monde ». Sur les 227 accueillis, « environ la moitié sont en procédure d'asile et on les relogé dans des centres spécifiques. L'autre moitié regroupe des déboutés, dublinés ou parfois des personnes déjà reconnues réfugiées : jusqu'ici, on a réussi à leur trouver une place d'hébergement d'urgence classique, souvent dans d'autres départements comme les Alpes-Maritimes ou les Hautes-Alpes. Mais on croise les doigts pour la suite. » Car le parc d'hébergement local est saturé. « Aujourd'hui, il y a 2 200 nuitées d'hébergement d'urgence à Marseille contre 2 500 pendant le Covid, et on n'arrive pas à faire entrer de nouvelles personnes sans en faire sortir d'autres, alors qu'on nous demande encore de nouvelles économies », confirme Thierry Mila, président de la Fédération des acteurs de solidarité Paca Corse.</p>
------	---------------------------------	-------	---	--	---	--	--

Nouvelle-Aquitaine	Bordeaux	Diacona	<p>Ancien collègue Jacques Ellul à Bordeaux (bâtiment du diaconat de Bordeaux). Les salles de classe ont été reconverties en dortoir.</p> <p>Au 31/12/203, il va falloir trouver un autre lieu car le collège doit être détruit.</p>	50 personnes par mois Six travailleurs sociaux sont a priori en activité dans le lieu	Absence de solution d'hébergement dans la région / saturation totale des centres d'hébergement d'urgence à Bordeaux. En janvier 2023, le Collectif contre le sans-abrisme en Gironde a fait constater par huissier la saturation totale des centres d'hébergement d'urgence à Bordeaux		<p>Dans ce sas, 50 % des personnes arrivées sont demandeuses d'asile, 10 % sont en situation irrégulière et 30 % sont réfugiées.</p> <p>Une grande partie des personnes ne reste pas dans le dispositif : 40 % à Bordeaux partent sans que l'on sache ce qu'ils deviennent (alors que le taux est à 20% au niveau national).</p> <p>Ces départs s'expliquent sans doute par l'absence de solution d'hébergement dans la région.</p> <p>Autre raison des départs prématurés du sas, les pressions dont font état certaines personnes exilées : on les obligerait à déposer des demandes de titres de séjour contre leur gré. L'une d'entre elles témoigne : « On a pris mes empreintes à la préfecture et donné un récépissé pour une demande de réexamen de ma demande d'asile alors que je ne souhaitais pas faire cela, explique-t-elle. Je n'ai pas d'éléments nouveaux à apporter et je risque une nouvelle OQTF [obligation de quitter le territoire français]. On m'a expliqué que sans ça, je n'aurais pas le droit à un logement et que le 115 [l'hébergement d'urgence] à Bordeaux, c'est pire qu'à Paris, qu'on nous trouve des hébergements pour deux jours seulement. ».</p>
---------------------------	----------	---------	--	--	---	--	--

Bretagne	Montgermont (Rennes)	Aurore	Hôtel social	Un article récent paru dans France Bleue note qu'au 30 janvier 2024 le sas a accueilli 332 personnes.	Mise à la rue de familles logées dans cet hôtel : des associations ont dénoncé « la précipitation et l'inhumanité » avec lesquelles ce relogement a dû être mené sous la pression des pouvoirs publics : « On a été obligés de faire partir ces gens en quinze jours pour laisser la place à ces autres personnes de Paris. On est écœurés de la façon dont ça s'est passé. »	L'orientation des personnes est prévue dans chaque département breton, selon une répartition théorique : 32 % en Île et Vilaine, 28 % dans le Finistère, 25 % dans le Morbihan et 15 % dans les Côtes d'Armor. La Bretagne, au 30 janvier 2024 a accueilli 332 personnes : <ul style="list-style-type: none">- 146 pour être admises au sein du dispositif d'accueil des demandeurs d'asile- 135 vers des dispositifs d'hébergement d'urgence- 51 ailleurs (départ volontaire, solutions privées...) (source France bleu)
----------	----------------------	--------	--------------	---	---	--

<p>Auvergne-Rhône-Alpes</p>	<p>Lyon (9e arrondissement)</p>	<p>ADOMA</p>	<p>Ancien centre SNCF appelé « Vaise 2 » et soixante-deux logements, dont trente places pour des mères isolées avec des enfants dans d'anciennes remorques frigorifiques</p>		<p>Saturation du 115 Le 14 décembre 2023, des travailleurs sociaux, notamment travaillant au 115 se sont mis en grève afin de dénoncer la saturation constante du dispositif et demander des logements pour toutes les personnes à la rue.</p>	<p>Le Foyer Notre-Dame-des-sans-abri qui gèrait jusqu'alors ce lieu refuse de prendre part au dispositif des sas. C'est Adoma qui emporte le marché. La dizaine de famille mise à l'abri à « Vaise 2 » a été contrainte de partir.</p>	<p>« Au départ, tous dorment dans de grands dortoirs, hommes seuls et familles mélangés, puis celles-ci sont logées à part. Un ancien salarié du FNDSA constate amèrement : "La majorité ressort avec un papier et un billet de train pour un autre département." » « Demandeurs d'asile ou pas, la Métropole de Lyon est confrontée à une très forte tension dans la prise en charge des personnes en grande précarité. Qu'elles soient gérées par l'Etat ou proposées par les collectivités, les 8 000 places d'hébergement d'urgence de la région lyonnaise sont saturées. D'où une série d'innovations de la collectivité pour augmenter ses propres capacités d'accueil aux côtés de l'Etat. Plus de 3 000 personnes ont été mises à l'abri par la métropole en 2023, selon l'exécutif métropolitain."</p>
------------------------------------	---------------------------------	--------------	--	--	--	--	---

Normandie	Rouen	Adoma	Hôtel	<p>Fin novembre 2023, 114 personnes étaient déjà passées par le sas rouennais depuis son ouverture fin septembre : un premier groupe de 47 personnes, suivi de 27 personnes, essentiellement des familles, et enfin un groupe de 40 hommes seuls qui achevaient alors leur dernière semaine sur place.</p>	<p>Saturation du 115 / campements dans la ville Lors d'une « nuit de la solidarité », en janvier 2022, des agents du Centre communal d'action sociale (CCAS) ont recensé 2000 personnes sans abri, parmi lesquelles de nombreuses personnes migrantes.</p>	<p>L'OFII dispose d'un bureau directement sur place</p>	<p>En principe, la durée du séjour est de trois semaines. Mais dans les faits, ils y restent tant qu'une solution plus durable n'est pas trouvée pour eux. »</p>
Centre-Val de Loire	Orléans (Olivet)	Imanis	<p>Imanis est le seul opérateur qui fournit sur son site un descriptif détaillé du sas qu'il gère (prestations, équipements, fonctionnement).</p>		<p>Saturation du 115 : En 2022, le 115 alertait sur le manque de place d'hébergements dans la région : « Une mère et ses filles obligées de dormir dans la rue, à Orléans, le 115 réagit : "Nous ne pouvons pas indéfiniment pousser les murs" ».</p>	<p>À Olivet, un nouveau centre de rétention administrative situé à côté du sas, va justement ouvrir dans peu de temps.</p>	

Pays de la Loire	Beaucouzé (Angers)	France-Terre d'asile	Hôtel de la zone d'activités du Pin. description de ce sas dans un article de Ouest France du 9/11/2023.	Saturation du 115 « Notre 115 est saturé et on a déjà des squats et des campements », s'inquiète Floriane Varieras, adjointe à la maire écologiste de Strasbourg. Une commune voisine, Geispolsheim, accueille un « sas ». « Sans création de places nouvelles, la tension sur l'hébergement d'urgence est tellement forte qu'on craint que le schéma vertueux qui visait à éviter que les personnes ne reviennent en région parisienne ne craque », signale à son tour la directrice générale de France terre d'asile, Delphine Rouilleault, qui s'occupe d'un « sas » près d'Angers. »	Le journal Le Monde cite la préfecture du Maine-et-Loire « Depuis mai 2023, 52 % d'entre eux ont été orientés vers le dispositif national d'accueil, qui héberge les demandeurs d'asile le temps de leur demande de protection, 32 % vers une place d'hébergement d'urgence, 1 % vers un logement et 1 % vers un programme d'accompagnement vers le logement. 14 % ont aussi quitté volontairement le sas ou « refusé leur proposition d'orientation »
-------------------------	--------------------	----------------------	--	---	--

Occitanie	Toulouse				<p>Situé à Toulouse, le dispositif suscite l'inquiétude de la fondation Abbé Pierre, spécialisée dans l'hébergement des plus démunies : « Trois semaines déjà, c'est hyper court. C'est à dire que les ménages vont arriver de Paris dans une région qu'ils ne connaissent pas. Et en trois semaines, il va falloir trouver une solution à plus long terme sur des régions où la tension en termes d'hébergement et de logement est-elle est déjà hyper forte. On a sur Toulouse mais pas que sur Toulouse, sur toutes les zones périphériques, déjà, un vrai problème pour loger les ménages qui le souhaitent, on a de plus en plus de femmes avec enfants à la rue. On a de plus en plus de ménages qui ne trouvent pas à se loger même en urgence. Donc comment est-ce qu'on va pouvoir accueillir dignement dans ces conditions, 50 nouvelles personnes toutes les trois semaines ?</p>		<p>Selon un article de Streetpress, « plusieurs hommes d'Unibéton1 ont atterri dans le sas de Toulouse. À leur sortie, au bout de trois semaines, ils ont été envoyés à Nîmes (30), où ils ont été hébergés une nuit avant de retourner sur le trottoir. Ils sont donc revenus à Paris. ».</p>
-----------	----------	--	--	--	--	--	--